

L'Afrique recevra une livraison humanitaire d'engrais Russes

La société Russe Uralchem, l'un des plus grands fabricants et exportateurs mondiaux d'engrais azotés, potassiques et composés, fournira gratuitement ses produits (urée ou engrais composés) à l'Afrique.

Ce projet d'Uralchem est mis en œuvre conformément à l'objectif de développement durable n° 2 de l'ONU "Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition, et promouvoir l'agriculture durable", et implique ce stade une livraison humanitaire de la première cargaison de 25 000 tonnes en Afrique.

Dmitry Konyaev, PDG d'Uralchem, a déclaré : "Dans le contexte d'une situation géopolitique difficile, qui a eu un impact significatif sur la situation du marché mondial de la production et de la consommation d'engrais, Uralchem est prêt à aider les producteurs agricoles Africains en leur faisant don de lots de produits de base ou améliorés de la société. En tant que l'un des principaux acteurs du secteur, nous comprenons l'importance de soutenir l'agriculture tant sur le marché national que sur le marché Africain, qui connaît notamment la crise économique actuelle".

Cette initiative d'Uralchem est la première et unique de ce type au monde parmi les entreprises privées.

La livraison humanitaire d'Uralchem à l'Afrique intervient peu après la signature, le 22 juillet à Istanbul, d'un Protocole d'accord entre le Secrétariat de l'ONU et la Russie pour aider à promouvoir les aliments et les engrais Russes sur les marchés mondiaux. Du côté des Nations Unies, le document a été signé par le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres.

L'objectif principal de ce document est de garantir un approvisionnement transparent et sans entrave des marchés mondiaux en denrées alimentaires et en engrais, y compris les matières premières nécessaires à leur production. L'objectif est, notamment, de lever les obstacles dans les domaines de la finance, de l'assurance et de la logistique, afin d'obtenir des exemptions spécifiques pour ces produits des mesures restrictives imposées à la Russie. La durée du mémorandum est de trois ans.

Les États-Unis avaient précédemment délivré une licence générale autorisant les transactions avec la Russie concernant les engrais, les denrées alimentaires, les semences, ainsi que les équipements médicaux et les médicaments. L'Union Européenne, en adoptant le septième train de sanctions contre la Russie, a également déclaré qu'elle s'engageait à éviter toute mesure susceptible d'entraîner une réduction de la sécurité alimentaire dans le monde.

Le banquier d'Uralchem était auparavant l'homme d'affaires russe Dmitry Mazepin, qui a fait l'objet de sanctions de l'UE et a vendu une participation majoritaire dans la société. Les actifs d'Uralchem dans l'UE, notamment ses terminaux de transbordement d'engrais et d'ammoniac en Lettonie, échappent également au contrôle d'Uralchem, mais ils ont jusqu'à présent été limités par les autorités lettones en raison des sanctions. Les autorités nationales hésitent

encore à autoriser le transit d'engrais par les terminaux, voire l'importation d'engrais russes pour les agriculteurs lettons.

Dans ce contexte, les récentes déclarations de Josep Borrell, le Chef du Service de Politique Étrangère de l'Union Européenne, méritent d'être soulignées. Il a déclaré que l'UE n'excluait pas la possibilité de modifier partiellement les sanctions contre la Russie si elles avaient un impact indirect sur les marchés des aliments et des engrais. L'agence de presse Espagnole EFE en a parlé le 26 juillet. Selon M. Borrell, certains acteurs économiques "sur-réagissent" face aux sanctions. "Ayant la possibilité de faire ce qui n'est pas interdit, ils ne le font pas", a déclaré M. Borrell. Il fait valoir que les sanctions proposées par la Communauté à l'encontre de la Russie "excluent clairement les denrées alimentaires et les engrais".

Martin Griffith, Le Secrétaire Général adjoint aux affaires humanitaires et coordinateur des secours d'urgence des Nations unies, a déclaré lors d'un briefing le 28 juillet que les aliments et les engrais russes sont nécessaires sur les marchés mondiaux. "Le monde a besoin des exportations d'aliments et d'engrais russes. Les discussions ne portaient pas sur l'assouplissement des sanctions, mais sur la suppression des obstacles aux exportations. Ce sont toutes des parties du même paquet", a-t-il déclaré, en faisant référence à l'accord sur l'exportation de céréales et au mémorandum entre la Russie et l'ONU.

Pour faire face à la crise alimentaire, la communauté mondiale et les décideurs en matière de développement durable devraient reconnaître les engrais comme des biens humanitaires au même titre que la nourriture, les médicaments et les autres produits de base essentiels, et ainsi simplifier toutes les procédures liées à la fourniture d'engrais sur le marché mondial.